



# Conseil de sécurité

Soixante-dix-septième année

**9202<sup>e</sup>** séance

Mercredi 23 novembre 2022, à 16 heures  
New York

*Provisoire*

---

<i>Président :</i>	M. Agyeman . . . . .	(Ghana)
<i>Membres :</i>	Albanie . . . . .	M. Spasse
	Brésil . . . . .	M. Costa Filho
	Chine . . . . .	M. Geng Shuang
	Émirats arabes unis . . . . .	M <sup>me</sup> Nusseibeh
	États-Unis d'Amérique . . . . .	M <sup>me</sup> Thomas-Greenfield
	Fédération de Russie . . . . .	M. Nebenzia
	France . . . . .	M. de Rivière
	Gabon . . . . .	M <sup>me</sup> Ngyema Ndong
	Inde . . . . .	M <sup>me</sup> Kamboj
	Irlande . . . . .	M <sup>me</sup> Moran
	Kenya . . . . .	M. Kiboino
	Mexique . . . . .	M. de la Fuente Ramírez
	Norvège . . . . .	M <sup>me</sup> Juul
	Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord . . . . .	M. Kariuki

## Ordre du jour

Maintien de la paix et de la sécurité de l'Ukraine

---

Ce procès-verbal contient le texte des déclarations prononcées en français et la traduction des autres déclarations. Le texte définitif sera publié dans les *Documents officiels du Conseil de sécurité*. Les rectifications éventuelles ne doivent porter que sur le texte original des interventions. Elles doivent être indiquées sur un exemplaire du procès-verbal, porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées au Chef du Service de rédaction des procès-verbaux de séance, bureau U-0506 ([verbatimrecords@un.org](mailto:verbatimrecords@un.org)). Les procès-verbaux rectifiés seront publiés sur le Système de diffusion électronique des documents de l'Organisation des Nations Unies (<http://documents.un.org>)



*La séance est ouverte à 16 h 5.*

### **Adoption de l'ordre du jour**

*L'ordre du jour est adopté.*

### **Maintien de la paix et de la sécurité de l'Ukraine**

**Le Président** (*parle en anglais*) : Conformément à l'article 37 du règlement intérieur provisoire du Conseil, j'invite les représentants de la République de Moldova, de la Roumanie et de l'Ukraine à participer à la présente séance.

Au nom du Conseil, je souhaite la bienvenue au S. E. M. Volodymyr Zelenskyy, Président de l'Ukraine, qui participe à la présente séance par visioconférence.

Conformément à l'article 39 du règlement intérieur provisoire du Conseil, j'invite la Secrétaire générale adjointe aux affaires politiques et à la consolidation de la paix, M<sup>me</sup> Rosemary DiCarlo, à participer à la présente séance.

Le Conseil de sécurité va maintenant aborder l'examen de la question inscrite à son ordre du jour.

Je donne la parole à M<sup>me</sup> DiCarlo.

**M<sup>me</sup> DiCarlo** (*parle en anglais*) : Les attaques incessantes et généralisées contre des civils et des infrastructures critiques se poursuivent en Ukraine, avec des conséquences dévastatrices. Dans la nuit, une nouvelle vague de frappes de missiles et d'attaques de drones a terrorisé les habitants de Kyïv, Odessa, Lviv, Mykolaïv, Kharkiv et Zaporijia. Les Ukrainiens qui cherchent désespérément à se mettre à l'abri des bombardements doivent également faire face à des températures glaciales. En effet, ces dernières attaques ravivent les craintes que l'hiver à venir soit catastrophique pour des millions d'Ukrainiens, confrontés à la perspective de plusieurs mois de froid glacial sans chauffage, sans électricité, sans eau ni d'autres services de base.

Selon les premières informations diffusées par les médias citant les autorités locales, les frappes d'aujourd'hui auraient tué ou blessé plus de 30 civils, des bâtiments résidentiels ayant été touchés à Kyïv et dans les villes de Chabany et Vychhorod, à la périphérie de la capitale. Nous avons également reçu des informations faisant état d'une frappe nocturne sur une maternité dans la ville de Vilnyansk, dans la région de Zaporijia. Un bébé de deux jours aurait été tué dans cette attaque.

Même avant les dernières frappes, les responsables ukrainiens ont déclaré qu'il ne restait quasiment

aucune grande centrale thermique ou hydroélectrique intacte en Ukraine. Le barrage d'artillerie d'aujourd'hui risque d'aggraver encore la situation. Des coupures d'électricité d'urgence ont été mises en place aujourd'hui dans toutes les régions d'Ukraine, et des régions comme celles de Lviv, Zaporijia, Odessa et Tchernihiv auraient été complètement déconnectées. À Kyïv, la centrale thermique de Darnytsia a été touchée. Toute la région de Kyïv aurait été privée d'électricité, et les quelque 3 millions d'habitants de la capitale se sont retrouvés sans eau courante.

La centrale électrique de Ladyzhyn, dans la région de Vinnytsia, a également été touchée. Les frappes russes ont également endommagé des infrastructures énergétiques à Krementchouk, Lviv et Odessa. Selon certaines informations, Odessa n'aurait ni électricité ni eau courante.

Trois centrales nucléaires encore en activité, celles de Rivne, d'Ukraine du Sud et de Khmelnytskyï, auraient été déconnectées du réseau énergétique ukrainien du fait des attaques d'aujourd'hui.

Les populations de la République de Moldova voisine risquent également de subir des répercussions. Les frappes d'aujourd'hui auraient entraîné une panne d'électricité dans toute la République de Moldova, un pays qui souffre déjà d'une pénurie d'énergie en raison de la guerre. Cette semaine, l'Organisation mondiale de la Santé a mis en garde contre un hiver qui pourrait faire des morts en Ukraine. Nous devons absolument veiller à ce que les habitants les plus vulnérables du pays soient correctement protégés et capables de faire face aux mois qui viennent. Les acteurs humanitaires opérant en Ukraine s'emploient à aider les gens qui sont aux prises avec les difficultés imposées par la pénurie d'énergie. Ces dernières semaines, plus de 430 000 personnes ont reçu une assistance hivernale directe, sous une forme ou une autre, et près de 400 générateurs ont été distribués pour assurer la fourniture en énergie d'hôpitaux, d'écoles et d'autres installations critiques.

Je le répète : les attaques contre les civils et les infrastructures civiles sont interdites par le droit international humanitaire. Il en va de même des attaques contre des objectifs militaires dont on peut craindre qu'elles causent aux civils des dommages excessifs par rapport à l'avantage militaire concret et direct attendu. L'ONU condamne fermement ces attaques et exige que la Fédération de Russie cesse immédiatement ces agissements. Le principe de responsabilité doit s'appliquer à toute violation des lois de la guerre.

Par ailleurs, nous demeurons profondément préoccupés par la situation à la centrale nucléaire de Zaporijia, la plus grande d'Europe. Le bombardement de la centrale qui a été signalé ce week-end est irresponsable et déplorable. Le Directeur général de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) a confirmé lundi que, malgré la gravité du bombardement, les installations clés étaient toujours intactes, et qu'il n'y avait pas d'inquiétude immédiate en matière de sûreté et de sécurité nucléaires. C'est de la pure chance, et nous ne savons pas combien de temps cette chance durera. Le monde ne peut pas se permettre une catastrophe nucléaire. Soulignant les risques associés à pareilles attaques il y a quelques heures à peine, l'AIEA a indiqué que la centrale n'avait plus accès à l'électricité de l'extérieur et s'appuyait sur des générateurs diesel pour le refroidissement et les fonctions de sûreté nucléaire essentielles. Toutes les activités militaires au niveau et autour de la centrale doivent cesser immédiatement.

Au milieu des tristes nouvelles du jour, je tiens à mentionner un fait positif. Les parties ont signalé aujourd'hui avoir procédé à un nouvel échange de prisonniers, qui a vu la libération de 35 Russes et de 36 Ukrainiens. Nous encourageons vivement les parties à poursuivre ces libérations et à remplir leurs obligations découlant du droit international humanitaire, en particulier la troisième Convention de Genève.

Il fait à présent – 1°C à Kyïv, et des chutes de neige sont prévues. Les conditions météorologiques auxquelles nous nous préparons et que nous redoutons sont arrivées sur la population ukrainienne. Nous devons tous travailler de concert pour empêcher une catastrophe humanitaire provoquée par l'homme cet hiver. Les chocs qui en résulteraient coûteraient terriblement cher non seulement aux Ukrainiens mais à nous tous. Une désescalade immédiate s'impose. Nous appelons une fois de plus tous les États Membres et les organisations internationales à soutenir les efforts en ce sens, en respectant la souveraineté et l'intégrité territoriale de l'Ukraine entre ses frontières internationalement reconnues. L'ONU continuera de faire sa part sur le terrain et reste prête à appuyer tous les efforts en faveur de la paix, conformément à la Charte des Nations Unies et au droit international.

**Le Président** (*parle en anglais*) : Je remercie M<sup>me</sup> DiCarlo de son exposé.

Je donne maintenant la parole à S. E. M. Volodymyr Zelenskyy, Président de l'Ukraine.

**Le Président Zelenskyy** (*parle en ukrainien ; interprétation en anglais assurée par la délégation*) : Nous comptons sur une réaction très ferme du monde

à la terreur russe d'aujourd'hui – de nos partenaires et amis responsables, pas seulement des observateurs –, une réaction de tous ceux qui ont sincèrement foi dans la Charte des Nations Unies. Nous faisons quant à nous tout ce que nous pouvons. L'Ukraine a présenté une formule pour la paix, et le monde l'a entendue. Il s'agit d'une formule en 10 points pour rétablir la pleine vigueur de la Charte, que la Russie enfreint, afin de garantir la sécurité de l'Ukraine, de l'Europe et de tous les peuples de la planète qui subissent les conséquences de l'agression russe.

En réponse à notre formule pour la paix, la Russie applique pas à pas les éléments qui constituent sa formule pour la terreur. Le lendemain même du jour où j'ai présenté la formule ukrainienne pour la paix, au sommet du Groupe des Vingt, ou plutôt du groupe des dix-neuf, en Indonésie, nous avons reçu 10 missiles russes, un pour chaque point de la formule pour la paix, et cela ne s'arrête pas là. Nous avons libéré Kherson et, dès que l'armée russe a eu fui la ville, elle a commencé à la dévaster méthodiquement, jour après jour. La nuit dernière, des missiles se sont encore abattus sur la région de Zaporijia. Cette fois, un hôpital a été touché, plus précisément, l'aile abritant la maternité. La Fédération de Russie a ôté la vie à un enfant de 2 jours, tué par un missile russe. Des gens meurent et les blessés se comptent par dizaines. Aujourd'hui, un immeuble d'habitation a été touché à Vychhorod, ce qui a fait 35 blessés et quatre morts. Aujourd'hui, en un seul jour, nous avons été la cible de 70 missiles. Les missiles sont un élément clef de la formule russe pour la terreur.

Ils s'abattent sur nos infrastructures énergétiques, nos immeubles résidentiels, nos hôpitaux, nos écoles et nos infrastructures de transport. Tout est touché. La campagne de terreur russe a provoqué un black-out total, non seulement en Ukraine mais aussi chez notre voisin, la République de Moldova. Il est important de bien comprendre ce que la Russie veut obtenir par là. La terreur énergétique est une arme de destruction massive. Quand la température est inférieure à 0°C et que des millions de personnes se retrouvent sans électricité, chauffage ni eau, il s'agit à l'évidence d'un crime contre l'humanité.

Parmi les membres du Conseil de sécurité siègent aujourd'hui les représentants d'un État qui n'offre rien d'autre au monde que terreur, déstabilisation et désinformation. Les formules de la Russie n'offrent rien d'autre que cela. C'est pourquoi je veux insister de nouveau sur le fait qu'il est temps de soutenir la formule ukrainienne pour la paix. Nous ne devons pas laisser la moindre occasion à la terreur d'apposer sa marque sur le monde. C'est pourquoi nous nous tournons vers nos partenaires

pour qu'ils nous aident à protéger nos cioux. Nous avons besoin de systèmes de défense antiaérienne et antimissile modernes et efficaces, et je tiens à remercier ceux qui en proposent et en fournissent déjà. Qu'est-ce que le représentant de l'État terroriste peut dire au Conseil maintenant ? Que les civils ne souffrent pas du fait des missiles ? Or, nous voyons clairement que la population civile souffre. J'exhorte donc les membres du Conseil à prendre des mesures concrètes pour protéger l'humanité et la vie. Depuis longtemps, la Russie essaie de transformer le Conseil de sécurité en tribune de rhétorique, mais le Conseil a été créé pour être l'instance de décision et d'action la plus puissante du monde. C'est ce que nous pouvons démontrer ensemble maintenant. Le Conseil doit fournir une évaluation claire des agissements de l'État terroriste conformément au Chapitre VII de la Charte. À cet égard, l'Ukraine propose que le Conseil envisage un projet de résolution condamnant toute forme de terreur énergétique. Voyons si quiconque dans le monde est prêt à dire avec la Russie que le recours à la terreur contre les civils est une bonne chose.

Je renouvelle l'invitation de l'Ukraine à dépêcher une équipe d'experts des Nations Unies afin d'examiner les infrastructures critiques de notre pays, qui ont été ou qui pourraient être touchées par des missiles russes. Une évaluation correcte des dégâts et destructions infligés aux infrastructures doit être faite, car les infrastructures visées sont indispensables à la survie de dizaines de millions de personnes.

Enfin, la justice doit être rétablie à l'ONU elle-même. Un État terroriste ne devrait pas participer au moindre vote concernant sa propre agression et sa propre terreur. Quand l'instigateur d'une guerre, la partie responsable de la terreur, peut bloquer toute tentative du Conseil de sécurité de s'acquitter de son mandat, il en résulte une impasse. Il est absurde qu'une partie responsable d'une guerre criminelle dispose du droit de veto. Nous avons le pouvoir et le devoir de sortir le monde de cette impasse. Nous ne saurions être pris en otage par un terroriste international. La Russie fait tout pour que l'énergie électrique devienne un instrument plus puissant que la Charte des Nations Unies, mais nous pouvons redonner à cette dernière son sens véritable. Nous avons besoin d'une action décisive de la part du Conseil.

Gloire à l'Ukraine.

**Le Président** (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole aux membres du Conseil qui souhaitent faire une déclaration.

**M<sup>me</sup> Thomas-Greenfield** (États-Unis d'Amérique) (*parle en anglais*) : Je remercie la Secrétaire

générale adjointe DiCarlo de son exposé, et le Président Zelenskyy de sa participation à la présente séance. Ses mots puissants ont mis en lumière les conséquences désastreuses des attaques russes sur les infrastructures critiques de l'Ukraine et leurs effets inimaginables sur les civils.

Poutine semble bien déterminé à réduire à néant les installations énergétiques ukrainiennes. Son but ne saurait être plus clair ni plus cruel : de toute évidence, il fait de l'hiver une arme pour infliger d'immenses souffrances au peuple ukrainien. Il en est venu à la décision que s'il ne peut s'emparer de l'Ukraine par la force, il cherchera à contraindre le pays à se soumettre. S'il parvient à ses fins, des millions d'Ukrainiens se retrouveront privés d'électricité, d'eau ou de chauffage pendant le froid des mois d'hiver. Plus de familles encore seront contraintes de fuir leurs foyers, les hôpitaux ne seront plus en mesure de traiter les patients, et d'autres enfants et personnes âgées, notamment ceux atteints de maladies ou de handicaps, mourront. Les plus vulnérables paieront le plus lourd tribut.

Après avoir essuyé des revers sur le champ de bataille, Moscou adopte maintenant une stratégie lâche et inhumaine pour punir les hommes, les femmes et les enfants ukrainiens. N'ayons pas peur des mots : ces attaques contre des infrastructures critiques sont une surenchère honteuse dans la guerre déjà brutale et injustifiée menée par la Russie. Leur ampleur est telle qu'elles ont provoqué une coupure de l'alimentation extérieure des centrales nucléaires ukrainiennes. Une alimentation extérieure fiable est indispensable au fonctionnement dans des conditions de sécurité des installations nucléaires ukrainiennes, sans quoi le risque d'accident au niveau du réacteur est multiplié, et avec lui celui de rejets radioactifs. Les attaques de la Russie contre les infrastructures qui garantissent la sûreté des centrales nucléaires ukrainiennes remettent en question le sérieux de sa démarche en faveur de la création d'une zone de protection autour de la centrale nucléaire de Zaporijia.

Comme nous le savons, les répercussions de cette guerre se font sentir au-delà des frontières de l'Ukraine. Après la dernière série de tirs de missiles, de nombreux Moldoves se sont retrouvés privés d'électricité, et la guerre d'agression de la Russie complique la tâche de l'Ukraine pour ce qui est de la récolte, du stockage et du transport des produits céréaliers dont dépendent tant de pays du Moyen-Orient et d'Afrique. Il est difficile d'exagérer l'ampleur catastrophique et la cruauté de ces attaques, qui s'inscrivent dans un ensemble d'exactions

odieuses contre le peuple ukrainien. Le Conseil a visionné des images vidéo montrant les horreurs commises par la Russie dans cette guerre. Et pas plus tard qu'aujourd'hui, nous avons vu les informations diffusées par les médias et venons d'apprendre par la Secrétaire générale adjointe qu'un bébé de 2 jours a été tué par un missile russe dans une maternité du sud de l'Ukraine.

Nous devons condamner clairement et catégoriquement ces violations du droit international, et notamment du droit international humanitaire. Un mécanisme d'établissement des responsabilités doit être mis en place, et nous devons faire tout ce qui est en notre pouvoir pour venir en aide au peuple ukrainien. C'est pourquoi les États-Unis ont contribué à hauteur de plus de 250 millions de dollars à l'aide humanitaire spécifique à la période hivernale, qui permettra de fournir des équipements de chauffage, des couvertures, des abris, des matériaux de réparation, des générateurs, des centres pour les personnes déplacées à l'intérieur du pays et d'autres sites abritant des infrastructures critiques. Hier, nous nous sommes engagés à verser 4,5 milliards de dollars supplémentaires pour aider l'Ukraine à continuer d'assurer le fonctionnement de ses écoles, de ses hôpitaux, de ses services publics et de ses services d'urgence. Aujourd'hui, nous avons annoncé un montant supplémentaire de 400 millions de dollars destinés à aider l'armée ukrainienne à résister aux attaques russes. Ce moment critique exige une réponse internationale concertée. Nous appelons davantage de pays à apporter leur appui à l'Ukraine sous la forme des équipements et de l'aide financière nécessaires à la réparation et à la reconstruction du réseau énergétique, et de capacités de défense aérienne qui aideront l'Ukraine à se protéger des frappes aériennes de la Russie.

Poutine semble penser que sa campagne de violence ébranlera la détermination du peuple ukrainien, mais une fois de plus il se trompe lourdement. Le peuple ukrainien ne se laissera pas abattre. Je l'ai vu de mes yeux au cours de ma visite à Kyïv au début du mois. Je m'étais rendue sur place, entre autres, pour annoncer une augmentation du financement de l'aide humanitaire destinée à aider les Ukrainiens à faire face à l'hiver glacial qui approche, et j'ai fait cette annonce devant un groupe de femmes et d'enfants déplacés, dans un bâtiment civil qui avait été touché par des frappes russes. Ce que j'ai vu ce jour-là, nous en sommes toujours témoins aujourd'hui : la force et la détermination du peuple ukrainien. Peu importe le froid et l'obscurité dans lesquels Poutine essaie de la plonger, l'Ukraine continuera à défendre sa liberté, sa souveraineté et sa démocratie, et les États-Unis et leurs alliés continueront à se tenir à ses côtés en ces temps difficiles, aussi longtemps qu'il le faudra.

**M. Spasse** (Albanie) (*parle en anglais*) : Je remercie la Secrétaire générale adjointe DiCarlo de son exposé.

Dans la nuit, une attaque à la roquette a frappé la maternité d'un hôpital du sud de l'Ukraine, tuant un nouveau-né. Par chance, la mère du bébé et le médecin ont été sortis vivants des décombres. Ce drame s'est produit au cours d'attaques massives des forces russes contre les infrastructures civiles. C'est déjà arrivé, et ça recommence. C'est maintenant un scénario qui se répète. Chaque fois que la Russie sent qu'elle perd du terrain sur le champ de bataille, elle se rabat sur les civils et les infrastructures civiles, bombarde les écoles et les hôpitaux, détruit les maisons et les ponts, et, surtout, l'infrastructure électrique, un des piliers de la survie et de l'économie de l'Ukraine.

La Russie peut continuer à jouer sur les mots comme elle l'a fait par le passé, mais lorsque les civils et les infrastructures civiles sont délibérément pris pour cible, il n'y a qu'une seule façon de décrire des agissements aussi abjects. La Russie commet des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité en Ukraine. C'est précisément ce que le Parlement européen a confirmé aujourd'hui. Sa résolution historique souligne que les attaques délibérées et les atrocités commises par les forces russes et leurs supplétifs contre des civils en Ukraine, la destruction d'infrastructures civiles et d'autres violations graves du droit international et du droit international humanitaire constituent des actes de terrorisme et des crimes de guerre. À la lumière de ces éléments, le Parlement européen a reconnu la Russie comme un État promoteur du terrorisme et comme un État et qui utilise des moyens terroristes. Nous sommes là face à une terrible réalité : un membre permanent du Conseil de sécurité, dont la mission est de préserver la paix et la sécurité, est tombé si bas dans son comportement scélérat en Ukraine, que le plus haut lieu de la démocratie au monde, le Parlement européen, le qualifie désormais de promoteur du terrorisme.

Cette guerre injuste et injustifiée se poursuit, et le risque de retombées potentiellement désastreuses est bien réel. Les frappes de missiles russes sur l'infrastructure énergétique de l'Ukraine ont également provoqué des coupures de courant dans la moitié de la République de Moldova voisine. Plus l'Ukraine mène à bien ses contre-offensives visant à récupérer son territoire temporairement occupé, plus la riposte vengeresse d'une armée russe frustrée est débridée. Cette riposte comprend les tirs d'artillerie dans la région du Donbass, les attaques contre les civils et les zones résidentielles, les menaces d'emploi

d'armes nucléaires et les récentes attaques massives contre l'infrastructure énergétique de l'Ukraine, dont le but est de mettre à genoux l'Ukraine en faisant en sorte que sa population meure de froid. On estime qu'environ 4 millions de personnes sont aux prises avec un hiver extrême en Ukraine. Bon nombre d'entre elles vivent dans des maisons endommagées qui ne les protègent pas du froid. Ces chiffres ne feront qu'augmenter.

Il n'est pas étonnant que la communauté internationale ait décidé de condamner résolument l'agression russe et de continuer de soutenir fermement l'Ukraine sur les plans politique, militaire et économique pour défendre ce pays et son peuple. Cette manifestation de solidarité ne vise pas seulement à appuyer l'intégrité territoriale et la souveraineté de l'Ukraine, mais aussi l'ordre fondé sur des règles partout dans le monde.

Eu égard à l'aggravation de la situation humanitaire en Ukraine, nous saluons les efforts des organismes des Nations Unies qui aident les personnes dans le besoin. Il importe que les convois des Nations Unies aient accès aux différentes zones du pays.

Nous appuyons pleinement aussi la contribution importante de l'Agence internationale de l'énergie atomique dans la mise en place d'une zone de sécurité autour de la centrale nucléaire de Zaporijia, dans le sud de l'Ukraine. Toutes les parties doivent continuer d'entretenir une coopération approfondie à cet égard.

Pour terminer, je tiens à redire que la cause et l'origine de cette crise, y compris son aspect humanitaire et l'insécurité alimentaire, se trouvent uniquement dans l'agression militaire non provoquée et injustifiée de la Russie contre l'Ukraine. Nous demandons de nouveau à la Russie de mettre un terme à son agression, de se retirer sans condition de l'ensemble du territoire de l'Ukraine et d'emprunter la voie de la diplomatie.

**M<sup>me</sup> Juul** (Norvège) (*parle en anglais*) : Je remercie la Secrétaire générale adjointe DiCarlo de son exposé. Nous saluons la participation du Président Zelenskyy à la présente séance et le remercions du message fort qu'il nous a adressé et que nous avons clairement entendu.

La Norvège continuera de soutenir l'Ukraine et le peuple ukrainien. Notre soutien est inébranlable. Nous sommes consternés par la guerre d'agression de la Russie, qui est une violation flagrante du droit international et de la Charte des Nations Unies. La dernière vague d'attaques contre l'Ukraine traduit clairement, une fois de plus, le mépris total de la Russie pour les souffrances horribles qu'elle cause à des millions de personnes.

Nous sommes préoccupés par l'escalade et la brutalité des attaques massives contre les civils et les infrastructures civiles, qui ont tué de nombreuses personnes et touché un grand nombre d'installations électriques à travers l'Ukraine. Les dommages causés aux infrastructures d'énergie entraînent un préjudice humanitaire considérable et provoqueront certainement des maladies et des décès durant le froid de l'hiver. Ces attaques n'ont aucun but militaire, et leur objectif semble être de terroriser la population. Ces actes sont illégaux et peuvent être constitutifs de crimes de guerre, et leurs auteurs doivent en répondre. Il y a également lieu d'être très préoccupé par la situation à l'intérieur et autour de la centrale nucléaire de Zaporijia. Nous appuyons les efforts déployés par l'Agence internationale de l'énergie atomique pour y créer une zone de sûreté et de sécurité nucléaires. La Russie doit immédiatement retirer ses forces militaires.

La guerre contre l'Ukraine est une tragédie pour les individus, la société ukrainienne et les générations futures du pays. Elle a également de sérieuses répercussions mondiales. Nous nous félicitons du renouvellement de l'Initiative sur l'exportation de céréales par la mer Noire, qui est essentielle pour atténuer l'insécurité alimentaire mondiale. La Norvège exhorte de nouveau la Russie à cesser immédiatement son agression illégale et insensée. La Russie doit immédiatement mettre fin à son opération militaire sur le territoire de l'Ukraine et se retirer. Nous demandons que les organisations humanitaires aient un accès sûr, rapide et sans entrave à toutes les personnes dans le besoin, et nous exigeons une fois de plus que tous les civils soient protégés. Le droit international humanitaire et le droit international des droits de l'homme doivent être pleinement respectés et appliqués. La Russie doit dès maintenant mettre un terme à sa guerre.

**M. de Rivière** (France) : Je remercie M<sup>me</sup> DiCarlo pour son exposé et je salue la participation du Président Zelenskyy à cette séance.

La Russie poursuit sa stratégie de ciblage systématique des infrastructures civiles ukrainiennes. Après les frappes des 15 et 17 novembre, d'une ampleur inégalée depuis le début du conflit, les bombardements d'aujourd'hui ont entraîné une rupture de l'approvisionnement en eau à Kyïv et des coupures d'électricité massives dans tout le pays. Les dégâts causés aux installations de production d'électricité sont considérables. La République de Moldova voisine est également victime de ces bombardements et elle voit son approvisionnement

énergétique fortement perturbé. La France condamne avec la plus grande fermeté la poursuite de ces frappes. Elle réaffirme sa solidarité et son soutien à l'Ukraine. Elle exprime ses condoléances aux familles et aux proches des victimes. Elle exprime également sa solidarité avec la République de Moldova. Cette guerre d'agression crée une situation dans laquelle le risque d'escalade involontaire est très élevé. La Russie porte l'entière responsabilité de la dégradation de la sécurité et de la sûreté nucléaires de la centrale de Zaporijjia : ce sont la présence de ses troupes sur ce site nucléaire et l'annexion illégale de la centrale qui augmentent considérablement les risques d'accident.

La poursuite par la Russie de frappes délibérées sur les infrastructures civiles est une violation manifeste du droit international humanitaire. À chaque victoire de l'Ukraine, la reconquête de la région de Kharkiv comme la reprise de Kherson, la Russie réagit par de nouveaux bombardements des infrastructures essentielles de l'Ukraine. L'objectif est clair : face aux défaites militaires, semer la terreur. La poursuite de ces représailles est intolérable. Nous le redisons : la Russie ne parviendra pas à bout de la résistance du peuple ukrainien. Celui-ci se bat pour sa liberté. Et dans cette lutte, l'Ukraine n'est pas seule. Nous nous tenons à ses côtés et continuerons de le faire. La France poursuivra son soutien à l'Ukraine par l'organisation d'une conférence internationale le 13 décembre prochain. Celle-ci a pour objectif de répondre aux besoins urgents de la population à l'approche de l'hiver et de mettre en place un mécanisme de coordination de l'aide. La France continue également de soutenir la République de Moldova. Dès le début de la guerre, nous avons lancé avec l'Allemagne et la Roumanie une initiative pour aider ce pays à faire face aux conséquences de cette guerre. Nous avons tenu à Paris, lundi dernier, la troisième réunion de la Plateforme de soutien à la République de Moldova, qui a permis de mobiliser 100 millions d'euros.

La France réitère son soutien indéfectible à la souveraineté et à l'intégrité territoriale de l'Ukraine face à l'agression que mène la Russie. Elle salue le courage et la détermination des Ukrainiennes et des Ukrainiens.

**M. Costa Filho** (Brésil) (*parle en anglais*) : Pour commencer, nous remercions la Secrétaire générale adjointe DiCarlo des informations actualisées présentées au Conseil cet après-midi.

Le Brésil réaffirme que les attaques contre des cibles civiles, notamment les infrastructures d'énergie et de transport, sont injustifiables et constituent

des violations du droit international et du droit international humanitaire. Nous exhortons les parties à cesser immédiatement les hostilités, afin d'éviter une nouvelle détérioration de la situation humanitaire dans les zones touchées. Les récents bombardements ont une nouvelle fois mis en évidence les risques que le conflit fait peser sur la stabilité régionale. Nous prenons note avec inquiétude du déploiement annoncé de systèmes de défense aérienne sur le territoire polonais, à proximité de la frontière avec l'Ukraine. À la lumière des incidents du 15 novembre, il faut être prudent. Il faut agir de manière responsable et éviter à tout prix que le conflit ne prenne des proportions encore plus importantes.

Depuis février, aucun sujet n'a reçu autant d'attention du Conseil que le conflit en Ukraine. Néanmoins, malgré la fréquence de nos séances, nous ne nous sommes pas rapprochés de la paix. L'exercice récurrent consistant à pointer du doigt et à rejeter la responsabilité sur les autres lors de nos séances ne nous a pas non plus rapprochés d'une solution pacifique. Aussi important qu'il soit de condamner les violations commises pendant la crise, nous devons toujours nous rappeler que ces discours sont secondaires pour la population civile. De part et d'autre de la ligne de front, la paix est la principale aspiration. Nous encourageons les membres du Conseil à étudier les moyens de nouer un dialogue entre les parties, fondé sur le respect de la souveraineté de l'Ukraine et la reconnaissance des préoccupations légitimes de toutes les parties concernées en matière de sécurité.

**M. Kariuki** (Royaume-Uni) (*parle en anglais*) : Je remercie la Secrétaire générale adjointe DiCarlo de son exposé, et nous nous félicitons de la participation du Président Zelenskyy à la présente séance.

Nous avons discuté de la situation en Ukraine la semaine dernière (voir S/PV.9195), et le message du Conseil à cette séance était clair. Les attaques systématiques menées par la Russie contre la population civile et les infrastructures civiles ukrainiennes sont inacceptables et doivent cesser. Au cours de la semaine écoulée, la Russie a poursuivi sa campagne de terreur, tuant davantage de civils, attaquant davantage de cibles civiles et causant des dommages colossaux aux infrastructures énergétiques ukrainiennes. La Russie bombarde délibérément des hôpitaux et d'autres installations médicales, l'Organisation mondiale de la Santé ayant enregistré 703 attaques de ce type depuis février. Comme nous l'avons entendu aujourd'hui, un nouveau-né a été assassiné au cours d'une attaque lancée la nuit dernière contre une maternité à

Zaporijia. La Russie détruit des vies en Ukraine qui ont à peine commencé. Comme l'a dit le Président Zelenskyy, la Russie essaie d'obtenir par la terreur et le meurtre ce qu'elle n'a pas pu obtenir en neuf mois sur le champ de bataille : la soumission ou la destruction complète de l'Ukraine.

La Russie doit respecter les obligations qui lui incombent en vertu du droit international humanitaire, mais cela ne remplacera pas la paix. Le Président Zelenskyy a présenté un plan global visant à mettre fin à la guerre par la voie des négociations. Dans un premier temps, la Russie doit impérativement mettre un terme à son agression unilatérale et rétablir la souveraineté et l'intégrité territoriale de l'Ukraine, conformément aux obligations qui lui incombent en vertu de la Charte des Nations Unies. La Russie a dit vouloir des négociations, mais les actes sont plus éloquents que les paroles.

Comme l'a déclaré le Premier Ministre de mon pays à Kyïv la semaine dernière, le Royaume-Uni fournira de nouveaux équipements de défense aérienne et renforcera son aide humanitaire en prévision de l'hiver froid et rigoureux qui approche. Nous continuons de nous tenir aux côtés de l'Ukraine, qui se bat pour mettre fin à cette guerre barbare et instaurer une paix juste.

**M<sup>me</sup> Moran** (Irlande) (*parle en anglais*) : Je me félicite de la participation du Président Zelenskyy à la présente séance, et je remercie la Secrétaire générale adjointe DiCarlo de son exposé.

L'Irlande est profondément préoccupée par les informations terribles faisant état d'un nouveau barrage de frappes balistiques par la Fédération de Russie sur les villes et les infrastructures critiques de l'Ukraine. Des coupures de courant massives ont été enregistrées dans toute l'Ukraine, aggravant les souffrances de millions d'Ukrainiens alors que l'hiver froid et rigoureux commence à s'installer. Les coupures de courant sont devenues la nouvelle norme en Ukraine, et aujourd'hui, une grande partie de la République de Moldova voisine est aussi privée d'électricité. L'Irlande condamne l'utilisation par la Russie de l'énergie comme arme de guerre. Des informations horribles nous sont parvenues cette nuit concernant une attaque à la roquette lancée par la Russie contre la maternité d'un hôpital du sud de l'Ukraine, près de la ville de Zaporijia, tuant un nouveau-né, dont la mère et le médecin ont été sortis des décombres. Dans la ville de Kyïv, trois personnes, dont une jeune fille de 17 ans, ont été tuées par les bombardements russes et d'autres victimes ont été recensées dans la région. Ces derniers jours, nous avons également entendu parler de salles de torture découvertes à Kherson, ce qui vient s'ajouter à la liste des atrocités susceptibles d'avoir

été commises dans les zones précédemment occupées par la Fédération de Russie.

Ces attaques odieuses n'ont absolument rien donné, si ce n'est terroriser et punir la population civile, et nous les condamnons dans les termes les plus forts. Nous réaffirmons que les attaques contre des civils et des biens de caractère civil sont des crimes de guerre et que ceux qui ont ordonné ou perpétré de tels actes doivent en répondre. L'utilisation par la Russie d'armes explosives dans les zones peuplées est extrêmement inquiétante. La semaine dernière, à Dublin, 83 pays ont adopté une déclaration politique sur le renforcement de la protection des civils contre les conséquences humanitaires liées à l'utilisation d'armes explosives dans les zones peuplées. Nous rappelons que les parties au conflit doivent se conformer au droit international humanitaire. Entre autres obligations, elles doivent s'abstenir de lancer des attaques délibérées contre des civils, des attaques qui ne font pas de distinction entre les cibles militaires et civiles ainsi que des attaques aveugles et disproportionnées, et prendre toutes les précautions possibles lors des attaques. Cela est d'autant plus urgent que des millions de personnes en Ukraine entrent dans un hiver sombre et glacial à cause de la Fédération de Russie. La poursuite des attaques menées par la Russie a entraîné des perturbations massives des infrastructures énergétiques et des services de base, notamment l'eau, le chauffage, l'électricité et les soins de santé. Comme toujours, les membres les plus vulnérables de la société ukrainienne, à savoir les personnes déplacées, les femmes, les enfants et les personnes âgées, sont face à un avenir particulièrement précaire.

À maintes reprises, la Fédération de Russie a fait fi des appels lancés par la communauté internationale pour qu'elle mette un terme à son agression contre l'Ukraine. Elle continue dans sa surenchère, semant la mort et la destruction. Cependant, comme nous l'avons clairement indiqué à plusieurs reprises, une autre voie est possible. L'Irlande appelle une nouvelle fois la Fédération de Russie à cesser toutes les hostilités, à retirer ses forces et à reprendre la voie du dialogue et de la diplomatie.

**M<sup>me</sup> Nusseibeh** (Émirats arabes unis) (*parle en anglais*) : Je remercie le Président Zelenskyy d'avoir pris la parole devant nous aujourd'hui, ainsi que la Secrétaire générale adjointe DiCarlo de son exposé.

Depuis notre dernière séance sur l'Ukraine (voir S/PV.9195), les températures ont effectivement commencé à baisser et les premières neiges tombent sur le pays. Nous avons à plusieurs reprises fait part de

notre vive inquiétude quant à l'arrivée de l'hiver, dans un contexte d'infrastructures critiques endommagées, laissant présager de nouvelles souffrances humanitaires en raison des pannes des systèmes d'alimentation et de chauffage. Aujourd'hui, alors que des frappes balistiques ont été signalées en Ukraine, les coupures de courant et d'eau se sont multipliées au point de toucher la République de Moldova voisine. En outre, nous sommes profondément préoccupés par les informations selon lesquelles la centrale nucléaire de Zaporijia a fait l'objet de nouveaux bombardements pendant le week-end. Nous nous faisons l'écho des appels urgents adressés aux parties par le Directeur général de l'Agence internationale de l'énergie atomique, M. Rafael Grossi, pour qu'elles unissent leurs efforts afin d'éviter une catastrophe nucléaire. Il est totalement inacceptable que les habitants de la région et, de fait, du monde entier vivent sous cette menace ou survivent à une catastrophe uniquement par chance. Les bombardements doivent cesser.

Les exposés d'aujourd'hui font état de dommages et de destructions qui vont au-delà des centrales électriques et du réseau électrique ukrainiens. Il est alarmant d'apprendre que des bâtiments résidentiels et même une maternité auraient été touchés. Nous attirons tout particulièrement l'attention sur la nécessité d'assurer la sécurité des mères et de leurs nouveau-nés. Nous rappelons aux parties les obligations que leur impose le droit international, lesquelles sont clairement énoncées dans les Conventions de Genève, à savoir la protection des civils et des biens de caractère civil. Nous nous devons également d'appeler à la retenue, car ces évolutions risquent de provoquer une escalade aux conséquences transnationales.

La situation actuelle rappelle une fois de plus l'urgence d'une cessation des hostilités et d'un règlement pacifique de la guerre ou d'une formule pour la paix convenue entre les deux parties. Nous devons saisir les rares faits positifs, comme la prorogation la semaine dernière de l'Initiative sur l'exportation de céréales par la mer Noire, pour créer l'élan nécessaire à la tenue de pourparlers plus larges en vue de la cessation des hostilités. Nous sommes convaincus que le Conseil doit se montrer à la hauteur de la situation en adoptant une position unie sur la voie à suivre pour régler le conflit. Les Émirats arabes unis, quant à eux, sont prêts et disposés à user de leurs bons offices pour appuyer tout effort visant à atténuer les conséquences de la guerre sur les civils à l'intérieur et à l'extérieur de l'Ukraine, et à aider la Russie et l'Ukraine à parvenir à une paix durable.

**M. de la Fuente Ramírez** (Mexique) (*parle en espagnol*) : Nous remercions la Secrétaire générale adjointe aux affaires politiques et à la consolidation de

la paix, M<sup>me</sup> Rosemary DiCarlo, de son exposé, et nous saluons la participation du Président Zelenskyy à la présente séance du Conseil de sécurité.

Les attaques de ces derniers jours, qui ont détruit une partie des infrastructures électriques de l'Ukraine, alors que l'hiver est aux portes du pays, sont inadmissibles et doivent cesser immédiatement. Comme nous l'avons dit, les problèmes d'approvisionnement en électricité compromettent la fourniture d'autres services de base, tels que l'approvisionnement en eau, le chauffage et le fonctionnement en toute sécurité des installations nucléaires en Ukraine.

Il est évident que les risques d'accident nucléaire augmentent à mesure que les affrontements s'intensifient. Un tel accident aurait des conséquences humanitaires et environnementales catastrophiques pour l'ensemble de la région et au-delà. Aussi réaffirmons-nous la nécessité d'établir, de toute urgence, un périmètre de sécurité autour de la centrale nucléaire de Zaporijia. Il est encore temps d'éviter une tragédie encore plus grande. Par contre, si nous ne faisons rien, le risque que cette tragédie se produise effectivement ira croissant. C'est pourquoi le Mexique lance aujourd'hui, une fois encore, un appel ferme à la cessation des attaques contre les infrastructures civiles. Nous insistons sur l'importance du respect du droit international humanitaire. Les Conventions de Genève et leurs protocoles additionnels sont clairs et sans ambiguïté : les biens de caractère civil ne peuvent être pris pour cible.

Il est clair que les conséquences de cette guerre se sont étendues. La semaine dernière, deux personnes ont perdu la vie en Pologne en raison du conflit et, comme nous l'avons entendu, hier soir, une nouvelle attaque contre un hôpital a causé la mort d'un nouveau-né. En outre, l'approvisionnement en électricité de la République de Moldova est maintenant touché.

La guerre a également des conséquences importantes sur les prix des denrées alimentaires, ce qui porte atteinte à la sécurité alimentaire de très nombreux pays. À cet égard, nous nous félicitons du renouvellement de l'Initiative sur le transport sécurisé de céréales et de denrées alimentaires depuis les ports ukrainiens, ainsi que du mémorandum d'accord entre la Fédération de Russie et le Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies sur la promotion des produits alimentaires et engrais russes sur les marchés mondiaux. Nous espérons que, dans le même esprit que celui qui a conduit au renouvellement de ces deux importants accords, il sera possible d'ouvrir de nouvelles voies de dialogue, qui privilégient la diplomatie, et de trouver de nouveaux mécanismes de médiation.

Il est urgent de mettre fin à la guerre et aux graves souffrances de la population civile, et il est également urgent de mettre fin au coût toujours plus important de cette guerre dans le monde entier.

**M<sup>me</sup> Ngyema Ndong** (Gabon) : Je remercie M<sup>me</sup> Rosemary DiCarlo pour son exposé et salue la participation du Président Zelensky, ainsi que des représentants de la Roumanie et de la République de Moldova, à la présente séance.

Une fois de plus, la guerre en Ukraine a fait des morts et des destructions. Les attaques d'hier ont occasionné des victimes dans la population et causé des destructions d'infrastructures civiles, notamment dans la zone sensible de Zaporijia. Il est temps d'arrêter cette guerre.

Le Gabon continue d'appeler les parties à se mettre autour de la table pour trouver une solution politique en vue de sortir de la logique de la belligérance, qui ne produit que mort, désolation et terreur. Il n'y aura pas d'autre moyen, pas d'autre issue possible que le dialogue. Prolonger la guerre, c'est parier sur la vie de milliers de personnes civiles, exposées aux combats et aux attaques indiscriminées d'armes de destruction massive, et c'est aussi augmenter le bilan déjà très lourd des destructions d'infrastructures civiles.

L'arrêt de la fourniture d'électricité pour des millions d'Ukrainiens va certainement aggraver la situation humanitaire à l'approche de l'hiver et exacerber la détresse de populations déjà très affectées par neuf mois de guerre. Le Gabon appelle une fois de plus le Conseil de sécurité à s'engager dans la voie de la recherche d'une solution concertée et à activer les canaux de la diplomatie.

Pour terminer, nous soulignons l'exigence pour les parties de respecter le droit international humanitaire et appelons les belligérants à engager de bonne foi des négociations en vue de mettre fin à la guerre et aux souffrances des victimes innocentes.

**M. Kiboino** (Kenya) (*parle en anglais*) : Je remercie la Secrétaire générale adjointe aux affaires politiques et à la consolidation de la paix, M<sup>me</sup> Rosemary DiCarlo, de son exposé, et salue la participation du Président Zelensky à la présente séance.

C'est la deuxième fois que nous nous réunissons en l'espace d'une semaine environ, car la situation en Ukraine continue de s'aggraver. Nous déplorons la recrudescence des attaques, qui ont des effets dévastateurs sur des milliers de civils innocents supplémentaires et les laissent démunis en plein hiver. Il faut le dire, nous sommes gravement préoccupés par le fait

que les civils et les biens indispensables à leur survie, y compris les immeubles d'habitation et les hôpitaux, ainsi que les infrastructures électriques et hydrauliques, sont pris pour cible et détruits en violation du droit international humanitaire. Les coupures de courant qui se poursuivent en Ukraine en raison des frappes aériennes ciblées contre les infrastructures énergétiques en ces mois d'hiver aggravent une situation humanitaire déjà catastrophique.

Nous présentons nos condoléances à toutes les familles et communautés qui ont perdu des êtres chers dans cette guerre. Nous ne soulignerons jamais assez la nécessité de protéger les civils et les infrastructures civiles des attaques.

Il est de notoriété publique que dans une guerre, il n'y a pas de gagnant et que l'action militaire ne peut au mieux qu'apporter un soulagement temporaire. Le Kenya continue donc d'appeler les parties à faire cesser immédiatement les hostilités et à donner une chance aux échanges diplomatiques, conformément à la Charte des Nations Unies. Ces échanges devraient aboutir à une solution politique qui garantisse durablement la souveraineté et l'intégrité territoriale de l'Ukraine tout en tenant compte des préoccupations de toutes les parties prenantes en matière de sécurité.

Face à toute la douleur et au désespoir causés par la guerre, le Kenya se félicite de la reconduction de l'Initiative sur l'exportation de céréales par la mer Noire, ainsi que de l'accord visant à garantir des exportations sans entrave de denrées alimentaires et d'engrais russes vers les marchés mondiaux. La préservation et la mise en œuvre de ces instruments sont essentielles pour faire face à la flambée des prix des denrées alimentaires, en particulier dans les régions souffrant d'insécurité alimentaire, y compris les pays touchés par un conflit et en situation de fragilité.

Une fois encore, nous demandons instamment que des garanties politiques soient données pour assurer des exportations sans entrave de denrées alimentaires et d'engrais en provenance de l'Ukraine et de la Russie vers les pays qui en ont besoin, en particulier en Afrique. Nous réaffirmons également que le Secrétaire général et ses bons offices, qui ont été déterminants dans cette importante initiative, doivent davantage être mis à contribution dans les efforts visant à mettre fin à cette guerre.

Nous devons collectivement, et dans l'intérêt de la paix et de la sécurité internationales, étudier toutes les options qui peuvent conduire à la cessation de cette guerre. Cela doit être suivi d'un dialogue en vue de

trouver une solution politique qui garantisse la souveraineté et l'intégrité territoriale de l'Ukraine, qui réponde aux griefs sous-jacents qui se cachent derrière cette guerre et qui garantisse un ordre de sécurité stable en Europe. Je réaffirme le respect du Kenya pour la souveraineté et l'intégrité territoriale de l'Ukraine à l'intérieur de ses frontières internationalement reconnues.

**M. Geng Shuang** (Chine) (*parle en chinois*) : À l'heure actuelle, alors que le conflit en Ukraine se poursuit, les installations civiles continuent d'être attaquées et le nombre de victimes civiles et de personnes déplacées ne cesse d'augmenter. La situation évolue d'une manière très préoccupante. Il n'y a pas de gagnants dans les conflits et les guerres, et le dialogue et la négociation sont la seule voie à suivre.

Les parties concernées doivent entamer dès que possible un dialogue direct et reprendre rapidement les négociations diplomatiques. La communauté internationale doit œuvrer de concert pour appuyer tous les efforts visant à régler la crise en Ukraine par des moyens pacifiques, à éviter une escalade du conflit, à prévenir une crise nucléaire, à garantir la stabilité de la chaîne d'approvisionnement mondiale et à améliorer la situation humanitaire dans la zone de crise. Nous appelons une nouvelle fois toutes les parties concernées à faire preuve de retenue, à éviter les actions susceptibles d'exacerber le conflit et à empêcher que la situation ne devienne incontrôlable. Toutes les parties doivent notamment respecter strictement le droit international humanitaire et mettre tout en œuvre pour protéger les civils et les installations civiles et faire tout ce qui est en leur pouvoir pour réduire l'incidence du conflit sur la vie des populations.

La situation humanitaire en Ukraine est désastreuse. Le froid intense va considérablement aggraver la situation des populations. La communauté internationale doit aider l'Ukraine à réparer rapidement les infrastructures énergétiques endommagées, fournir une assistance à la population touchée pour qu'elle puisse faire face aux conditions hivernales, répondre aux besoins fondamentaux des réfugiés et des personnes déplacées, et faire en sorte que toutes les personnes dans le besoin soient correctement réinstallées et puissent survivre en toute sécurité cet hiver, afin d'éviter une crise humanitaire de plus grande ampleur.

Le week-end dernier, la centrale nucléaire de Zaporijia a été frappée par les bombardements les plus intenses depuis des mois, causant de graves dommages sur le site de la centrale et ravivant les craintes de la communauté internationale quant à une catastrophe nucléaire.

La question de la sûreté et de la sécurité nucléaires est d'une grande importance et ne peut être compromise. La Chine appelle toutes les parties concernées à agir avec prudence, à tout mettre en œuvre pour assurer la sécurité des installations nucléaires et à éviter les accidents nucléaires d'origine humaine. La Chine appuie l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) dans l'accomplissement de son mandat, qui consiste à poursuivre les consultations avec la Russie et l'Ukraine sur la sûreté et la sécurité de la centrale nucléaire de Zaporijia en vue de parvenir à un arrangement mutuellement acceptable.

La gestion des retombées de la crise doit être au centre de la coopération internationale en ce qui concerne l'Ukraine. La Chine se félicite de l'accord conclu par toutes les parties concernées sur l'extension de l'Initiative sur l'exportation de céréales par la mer Noire et des efforts que continue de déployer le Secrétariat de l'ONU pour lever les obstacles à l'exportation de céréales et d'engrais russes. Nous espérons que ces évolutions positives seront une preuve des réalisations et du potentiel des efforts diplomatiques dans les situations de conflit en dehors du Conseil de sécurité, et que toutes les parties concernées pourront maintenir des contacts sur cette base et s'efforceront de réaliser de nouvelles avancées diplomatiques.

Pour terminer, je voudrais réaffirmer que la position de la Chine sur la question de l'Ukraine est cohérente et claire. Nous continuerons à travailler avec la communauté internationale pour jouer un rôle constructif et responsable dans le règlement de la crise ukrainienne.

**M. Nebenzia** (Fédération de Russie) (*parle en russe*) : Tout d'abord, nous tenons à exprimer une fois de plus notre position concernant la participation du Président ukrainien à cette séance de façon virtuelle. Nous avons souligné à plusieurs reprises que nous ne sommes pas opposés à sa participation, mais nous estimons qu'elle doit se faire en personne, comme l'exigent les règles qui guident les travaux du Conseil de sécurité depuis plus de 75 ans, d'autant plus que M. Zelenskyy ne semble pas participer à la séance. Apparemment, nous avons simplement entendu une nouvelle déclaration vidéo préenregistrée de sa part. Chaque fois que M. Zelenskyy s'est adressé au Conseil, il n'est jamais resté jusqu'à la fin de la séance, et très probablement qu'il n'était pas présent à la séance du tout.

Je voudrais dire à la représentante de la Norvège que si elle a entendu le Président Zelenskyy haut et fort, lui ne l'a pas entendue. L'opinion des membres du Conseil ne l'intéresse pas. Pour lui, le Conseil n'est qu'une tribune.

Dans le cadre de l'opération militaire spéciale, nous devons faire face non seulement aux unités du régime de Kiev, mais aussi aux pays de l'OTAN, qui lui fournissent divers types d'appui militaire et qui sont engagés dans une guerre par procuration avec la Russie. Pour affaiblir et détruire le potentiel militaire de nos adversaires, nous menons des frappes avec des armes de précision contre des infrastructures électriques et autres, qui sont utilisées pour approvisionner les unités ukrainiennes en armes, principalement occidentales, ou pour fournir un soutien logistique à ces unités militaires ukrainiennes et faciliter leurs communications.

Aujourd'hui, nombreux sont ceux qui déplorent le fait que les habitants de l'Ukraine risquent de se retrouver sans eau ni électricité. Nous ne nous souvenons pas que quiconque en Occident ait exprimé une quelconque inquiétude lorsque, durant la même période en 2015, en raison des activités de l'Ukraine, les habitants de Crimée se sont retrouvés sans eau ni électricité, sans parler de ce qu'ont subi les habitants du Donbass, qui ont fait l'objet d'une asphyxie économique pendant huit ans.

Nous n'adopterons pas la logique fourbe des représentants du régime de Zelensky, qui bombardent lâchement la centrale électrique de Zaporojie et en rejettent la responsabilité sur la Russie avec la pleine complicité de leurs soutiens occidentaux, et contrairement à eux, nous ne dirons pas non plus que c'est l'Ukraine qui mène des frappes contre ses propres infrastructures. Après tout, à en croire les médias occidentaux et ukrainiens, nous avons épuisé nos stocks de missiles en mars, puis en juillet et en septembre. Toutefois ce sont bien les systèmes de défense aérienne ukrainiens, qui sont situés non pas à la périphérie des villes, mais en leur centre, qui sont à l'origine des dommages causés aux habitations et des victimes civiles.

Ce faisant, des débris de missiles ou des missiles ukrainiens qui dévient de leur trajectoire atteignent des sites que la Russie n'a même jamais visés. Par exemple, des utilisateurs ukrainiens ont publié aujourd'hui sur Internet des photos de missiles qui ont frappé des immeubles résidentiels à Kiev et à Vyshgorod, dans la région de Kiev. Il s'avère que ce sont des missiles de défense aérienne américains qui ont été fournis à Kiev. Je voudrais attirer particulièrement l'attention de nos collègues occidentaux sur ce point : leur approvisionnement irresponsable en armes à l'Ukraine entraîne déjà la mort de civils non seulement dans la région du Donbass, mais aussi dans des villes ukrainiennes. Il est clair que les propagandistes de Kiev dissimulent soigneusement ces incidents, en essayant de rejeter toute la faute sur la Russie.

On peut clairement juger de la fiabilité et de la crédibilité des récits et des preuves du régime de Kiev ne serait-ce que par la façon dont les dirigeants ukrainiens ont réagi à l'incident du missile de défense aérienne ukrainien qui a frappé la ville polonaise de Przewodów. Leurs déclarations hystériques et manifestement fausses visaient à provoquer une guerre à grande échelle en Europe, pourtant les partenaires occidentaux de Kiev, embarrassés et ne sachant plus où se mettre, continuent de tenter de rejeter la responsabilité de ce qui s'est passé sur la Russie. Je suis curieux de savoir quels seront les résultats de l'enquête « transparente et objective » sur cet incident.

J'aimerais croire que nos collègues occidentaux n'auront pas peur d'appeler les choses par leur nom et ne mentiront pas à leurs propres citoyens, comme le fait le régime de Zelensky. Malheureusement, de nombreux responsables et même des fonctionnaires internationaux reprennent volontiers à leur compte les informations fallacieuses diffusées par l'Ukraine sans penser à vérifier les sources et les faits. Les accusations absurdes de la Représentante spéciale du Secrétaire général, Pramila Patten, qui a affirmé en octobre que des soldats russes auraient reçu du Viagra pour violer des femmes ukrainiennes, en sont un exemple frappant. Récemment, un enregistrement d'une conversation avec M<sup>me</sup> Patten a été publié sur Internet. Pensant qu'elle parlait avec un représentant de la Verkhovna Rada, le Parlement ukrainien, elle a admis qu'elle ne disposait d'aucune preuve fiable pour appuyer cette allégation. En outre, elle a déclaré ceci : « Mener des enquêtes n'est pas mon travail. Je n'ai pas cette autorité. »

Comme il est commode, en fin de compte, pour les hauts fonctionnaires du Secrétariat de se cacher derrière les limites de leurs mandats dans certains cas, et de les outrepasser volontiers dans d'autres. Nous gardons soigneusement la trace de tous les cas où cela se produit, et nous appelons les responsables de l'ONU à suivre strictement les principes inscrits dans la Charte des Nations Unies et les normes de conduite applicables aux fonctionnaires internationaux dans leurs activités.

De même, nous consignons soigneusement toutes les vraies preuves des crimes commis par les unités militaires ukrainiennes, y compris sur le territoire des nouvelles régions russes qui sont provisoirement sous leur contrôle. Les nationalistes ukrainiens qui ont atteint la rive droite du Dnepr ont déjà commencé à réprimer et à purger en masse la population locale. Une représentante des autorités ukrainiennes, M<sup>me</sup> Lugovaya, a prévenu que les forces armées ukrainiennes, je la cite, « abattraient les traîtres comme des chiens ».

Comme couverture, un couvre-feu a été décrété. Même si les autorités de Kiev essaient d'imposer un blocus de l'information dans la région de Kherson, des photographies glaçantes se font jour qui montrent des gens soupçonnés d'avoir coopéré avec l'armée russe être attachés à des poteaux de lampadaires publics, soit précisément la manière dont les fascistes torturaient les citoyens de l'Union soviétique durant la Grande Guerre patriotique. À présent, il suffit d'être en possession d'une carte d'identité militaire soviétique pour être soumis à des abus. L'objectif est clair : intimider ceux qui ne soutiennent pas le régime de Kiev. Craignant des représailles, les habitants sont contraints à crier des slogans nazis et à lever la main en salut fasciste, ce qui se trouve être la pratique des combattants ukrainiens. Des images de ce genre ont été diffusées par CNN, ce qui a valu aux correspondants de cette chaîne d'information de se voir retirer leur accréditation par Kiev. La même chose s'est produite avec Sky News. Qu'est-ce donc que la Kiev officielle essaie de couvrir ? Pourquoi les délégations occidentales ne condamnent-elles pas ces violations de la liberté des médias et à ces restrictions à l'accès à l'information ?

Pendant ce temps, l'Union européenne, qui fait la promotion de ces objectifs et a abandonné une fois pour toutes ses idéaux de paix, devient ouvertement un bloc militaire agressif et se rapproche de plus en plus d'une participation directe au conflit ukrainien. Le 14 novembre, à Bruxelles, elle a annoncé la mise en place d'une mission de formation des militaires ukrainiens. Cette formation sera dispensée sur des terrains d'entraînement dans des États de l'Union européenne, à savoir en Allemagne et en Pologne, pour pas moins de 15 000 soldats.

Pas plus tard que le week-end dernier, le monde a vu les images choquantes de l'exécution par l'armée ukrainienne de prisonniers de guerre russes non armés. Dans une lettre ouverte, nous avons appelé le Secrétaire général et les membres du Conseil de sécurité à exiger que Kiev cesse ces violations flagrantes du droit international humanitaire. Les preuves documentaires s'accumulent du recours à la torture et de la commission d'autres atrocités par le camp ukrainien en violation des Conventions de Genève de 1949. Des prisonniers de guerre de la République populaire de Donetsk ont confirmé après leur libération que les combattants du bataillon ultranationaliste Secteur droit exécutaient des prisonniers par pendaison, et dans la République populaire de Lougansk, des experts légistes ont conclu que des prisonniers morts s'étaient fait couper le haut des oreilles et qu'on leur avait tiré dans les jambes quand ils étaient encore en vie. Des prisonniers de guerre russes ont dû rester allongés

pendant cinq heures dans des fosses creusées dans le sol et recouvertes de terre. Les membres du Comité d'enquête russe examinent tous ces cas, mais nous attendons de la communauté internationale et des organisations internationales de défense des droits de l'homme qu'elles procèdent à une évaluation fondées sur les principes du non-respect par Kiev du droit international humanitaire.

Parallèlement, le régime de Kiev poursuit ses provocations pour créer la menace d'une catastrophe technologique à la centrale nucléaire de Zaporjje. Le 19 novembre, les forces armées ukrainiennes ont tiré 12 obus de gros calibre sur la zone industrielle de la centrale, et huit autres le 21 novembre. D'après le Directeur général Grossi de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), il s'est agi des frappes les plus sérieuses de ces derniers mois. Les experts de l'AIEA qui étaient présents sur le site ont pu voir de leurs propres yeux les endroits où les obus sont tombés. Ils ont constaté d'importants dégâts autour de la centrale nucléaire, en particulier les dommages causés par le bombardement des réservoirs où est stocké le condensat, qui ont entraîné une fuite de matières non radioactives. Pour l'heure, le niveau de radioactivité sur le site reste normal. Toutefois, compte tenu des tentatives irresponsables et insistantes de Kiev d'attenter à l'intégrité des structures critiques de la centrale nucléaire, ce n'est peut-être qu'une question de temps.

Pour terminer, je veux revenir au thème de la séance d'aujourd'hui et souligner que nous effectuons des frappes contre des infrastructures en réaction à l'afflux débridé d'armes vers l'Ukraine et aux appels imprudents de Kiev à défaire la Russie. Diminuer les capacités militaires de l'armée ukrainienne, qui menace la sécurité et l'intégrité territoriale de la Russie, est l'un des objectifs de notre opération militaire spéciale, et il sera poursuivi par des moyens militaires tant que le régime de Kiev n'adoptera pas une position réaliste permettant d'ouvrir des négociations pour tenter de régler les problèmes qui nous ont contraints à lancer cette opération militaire spéciale. Pour l'instant, ce que nous avons entendu de la part de M. Zelenskyy et de ses partisans n'indique pas la moindre disposition à faire la paix, mais pourrait plutôt être décrit comme la langue risquée des menaces et des ultimatums. Les parrains occidentaux ne font qu'encourager cette approche déraisonnable. La guerre jusqu'au dernier Ukrainien est dans leur intérêt et permet à leur complexe militaro-industriel de faire des profits colossaux et à l'OTAN de tester ses armes. De cette manière, les pays occidentaux essaient de consolider par procuration leur hégémonie politique aux dépens de la vie des Ukrainiens ordinaires.

**M<sup>me</sup> Kamboj** (Inde) (*parle en anglais*) : Je tiens moi aussi à remercier la Secrétaire générale adjointe DiCarlo de son exposé à la présente séance d'urgence.

L'Inde reste préoccupée par la situation en Ukraine, notamment le fait que les infrastructures civiles sont prises pour cible et que les civils meurent. L'histoire nous enseigne malheureusement que le meurtre de civils et la destruction d'infrastructures civiles ont valeur d'armes de guerre légitimes. L'Inde condamne fermement le recours à la violence oppressive contre les civils innocents et le ciblage de biens de caractère civil dans les conflits armés, quels qu'en soient les auteurs.

Depuis le début du conflit en Ukraine, l'Inde n'a de cesse d'appeler à la cessation immédiate des hostilités et à la fin de la violence. Nous n'avons de cesse d'appeler les deux camps à revenir sur la voie de la diplomatie et du dialogue et aussi d'exprimer notre appui à tous les efforts diplomatiques entrepris pour mettre un terme au conflit. Le monde entier a salué le Premier Ministre indien quand il a déclaré que notre époque ne pouvait pas être une époque de guerre. La position de l'Inde sur le conflit en Ukraine est basée sur ce principe. Nous continuons de soutenir tous les efforts visant la désescalade.

L'Inde continuera d'aborder le conflit en faisant primer l'humain. Nous fournissons à la fois une aide humanitaire à l'Ukraine et un appui économique à certains de nos voisins du monde du Sud qui rencontrent des difficultés due aux répercussions de ce conflit. L'Inde apporte une aide humanitaire à l'Ukraine et à ses voisins que sont la Pologne, la Roumanie, la Hongrie et la République slovaque. Par ailleurs, à la demande du Gouvernement ukrainien, elle fournit une concours financière pour la reconstruction des institutions éducatives. En outre, pour aider les pays à faible revenu à lutter contre la hausse des prix et les pénuries alimentaires, l'Inde a déjà exporté plus de 1,8 million de tonnes de blé à destination des pays dans le besoin, dont l'Afghanistan, le Myanmar, le Soudan et le Yémen.

Pour terminer, nous continuons d'exprimer notre appui à tous les efforts diplomatiques tendant à mettre fin au conflit. Nous espérons sincèrement une reprise rapide des pourparlers de paix pour permettre un cessez-le-feu immédiat et un règlement du conflit dans les meilleurs délais. Nous réaffirmons qu'il est impératif que l'ordre mondial soit ancré dans les principes consacrés par la Charte des Nations Unies, le droit international et la souveraineté et l'intégrité territoriale des États.

**Le Président** (*parle en anglais*) : Je vais maintenant faire une déclaration en ma qualité de représentant du Ghana.

Tout d'abord, je salue la participation par visioconférence du Président ukrainien, S. E. M. Volodymyr Zelenskyy, que je remercie de sa déclaration. Je saisis cette occasion pour réaffirmer l'attachement inébranlable du Ghana à la souveraineté, à l'indépendance politique et à l'intégrité territoriale de l'Ukraine. Je remercie également M<sup>me</sup> Rosemary DiCarlo, Secrétaire générale adjointe aux affaires politiques et à la consolidation de la paix, de son exposé, qui a une fois de plus mis en évidence la brutalité de la guerre et l'impératif humanitaire incontournable d'une fin immédiate aux hostilités en Ukraine. Par ailleurs, je souhaite la bienvenue à la présente séance aux représentants de la République de Moldova et de la Roumanie.

Le Ghana demeure profondément préoccupé par les attaques ciblées contre les populations civiles et les infrastructures civiles ukrainiennes, et déplore la destruction et les pertes de vies inutiles subies par le peuple ukrainien au cours des neuf derniers mois de cette guerre injustifiée. Chaque séance d'information du Conseil de sécurité expose une douloureuse réalité : les civils paient le plus lourd tribut à la guerre et continueront de voir leur sort s'aggraver s'il n'est pas immédiatement mis fin à la guerre.

Avec l'arrivée de la saison hivernale et alors que la plupart des infrastructures critiques de l'Ukraine ont été détruites ou endommagées, de nombreux Ukrainiens se préparent à affronter un hiver très rude, voire mortel. Il est plus que jamais crucial de mettre immédiatement fin à la guerre. Nous invitons instamment tous les membres du Conseil à appuyer collectivement la cessation des hostilités pour apaiser les souffrances du peuple ukrainien.

Nous restons également profondément préoccupés par la poursuite des activités militaires à l'intérieur et autour de la centrale nucléaire de Zaporijia, qui font peser un risque important sur la sûreté nucléaire mondiale. Nous engageons vivement les parties à faire preuve de retenue et à veiller au respect des sept piliers de la sûreté nucléaire préconisés par l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA).

La démilitarisation de la centrale de Zaporijia est dans l'intérêt de l'humanité tout entière. Nous restons donc très attentifs aux efforts déployés par l'AIEA en Ukraine, et nous nous félicitons tout particulièrement des consultations menées actuellement à Istanbul par son directeur général, M. Rafael Mariano Grossi, sur la création d'une zone de sûreté et de sécurité nucléaires.

Nous appelons une nouvelle fois les parties au conflit à se conformer pleinement aux obligations qui leur incombent en vertu du droit international et du droit international humanitaire, y compris l'exigence fondamentale de faire à tout moment la distinction entre civils et combattants. Nous estimons que les parties au conflit doivent se plier à des obligations tant juridiques que morales pour éviter de causer des dommages inutiles à des civils innocents. Nous exhortons en outre les parties à respecter l'interdiction de mener des attaques directes et des bombardements contre les infrastructures civiles, telles que les hôpitaux, les installations médicales, les écoles et les bâtiments résidentiels.

Nous avons pris acte avec une vive inquiétude des informations faisant état d'infractions graves perpétrées à Kherson et dans d'autres villes, et nous soulignons de nouveau qu'il importe de mener des enquêtes approfondies, transparentes et indépendantes sur toutes les allégations de violations des droits humains et de possibles crimes de guerre, afin d'établir la véracité de ces informations. Nous devons veiller collectivement à ce que tous les auteurs des crimes commis en Ukraine dans le cadre de la guerre aient à répondre de leurs actes.

Aujourd'hui, nous réitérons notre appel à la paix et demandons une nouvelle fois à la Fédération de Russie de retirer immédiatement ses forces des frontières internationalement reconnues de son voisin, l'Ukraine. Les deux parties ont payé un lourd tribut à la guerre, mais, plus inquiétant encore, celle-ci continue de menacer la paix et la sécurité internationales.

La Charte des Nations Unies, qui nous lie tous, répertorie les moyens pacifiques de règlement des différends, parmi lesquels la négociation, l'enquête, la médiation, la conciliation, l'arbitrage, le règlement judiciaire et le recours aux organismes et accords régionaux. C'est pour cela que nous préconisons avec insistance le recours au dialogue et à la diplomatie pour répondre aux préoccupations respectives de chacune des parties, car il est de plus en plus évident que cette guerre ne saurait être réglée autrement que par la voie pacifique. En effet, dans l'histoire de l'Organisation, jamais la violence ne s'est avérée stratégique pour résoudre les différends entre les États.

Avant de conclure, je tiens à saluer la prorogation de l'Initiative sur l'exportation de céréales par la mer Noire. Nous demandons instamment à toutes les parties et à tous les acteurs de s'attacher véritablement à en assurer la mise en œuvre pleine et effective pour contribuer à atténuer le problème de l'insécurité alimentaire mondiale.

Enfin, nous engageons tous les membres du Conseil de sécurité à unir leurs forces pour obtenir une cessation immédiate des hostilités et à poursuivre les efforts diplomatiques en faveur du rétablissement de la paix en Ukraine.

Je reprends à présent mes fonctions de Président du Conseil de sécurité.

Je donne la parole au représentant de la Roumanie.

**M. Feruță** (Roumanie) (*parle en anglais*) : Comme la Norvège et les autres membres du Conseil, nous avons écouté très attentivement la déclaration faite par le Président Zelenskyy. Nous remercions également la Secrétaire générale adjointe DiCarlo de son exposé.

Nous avons demandé à prendre la parole aujourd'hui avec un sentiment de grande inquiétude. Les récentes attaques menées contre les infrastructures énergétiques critiques ukrainiennes ont eu de lourdes conséquences sur la vie de millions de civils dans le pays. La situation humanitaire en Ukraine est désastreuse depuis près de neuf mois, mais elle ne fait que se détériorer. La population civile subit l'odieuse réalité des attaques brutales de missiles ou de drones aériens dans des zones à l'intérêt militaire pourtant limité. Les infrastructures civiles critiques, en particulier les infrastructures énergétiques, sont délibérément prises pour cible, ce qui limite l'accès des civils à l'électricité, à l'eau et au chauffage dans de nombreuses régions de l'Ukraine. Ces conséquences déjà graves sont amplifiées par la saison froide. À cette heure, il fait nuit en Ukraine, et de nombreux civils sont privés de chauffage ou d'électricité.

En parallèle, des actes irresponsables à proximité d'installations nucléaires et de centrales nucléaires pourraient avoir des conséquences catastrophiques. La plus grande responsabilité est de mise pour assurer la sûreté et la sécurité nucléaires.

La vie de plusieurs millions de civils innocents est en jeu. Les attaques prenant pour cible les civils sont inacceptables en toutes circonstances et sont interdites par le droit international humanitaire. Elles doivent cesser. Les récentes attaques ont également porté un coup à l'interconnexion électrique entre l'Ukraine, la République de Moldova et le réseau électrique européen. L'on s'emploie actuellement à rétablir l'approvisionnement en électricité de l'Ukraine, notamment depuis la Roumanie. Nous en fournissons déjà une certaine quantité, dans la limite des contraintes techniques existantes.

En République de Moldova, ces attaques ont entraîné aujourd'hui une coupure d'électricité dans de nombreuses régions. Cela survient dans un contexte déjà très compliqué. Depuis un mois, en raison de la militarisation continue de l'énergie par la Russie, la Roumanie fournit à la République de Moldova entre 80 % et 90 % de ses besoins en électricité. La situation énergétique difficile du pays a également été abordée à la troisième conférence ministérielle de la Plateforme de soutien à la République de Moldova, organisée conjointement par les Ministres des affaires étrangères de la France, de l'Allemagne et du Royaume-Uni à Paris il y a deux jours.

Le bombardement incessant du territoire ukrainien, et en particulier le fait que les infrastructures civiles critiques sont prises pour cible, renforce la nécessité d'établir les responsabilités et de demander des comptes aux responsables. La semaine dernière, l'Assemblée générale a déclaré sans équivoque que la Russie doit assumer les conséquences juridiques de tous ses faits internationalement illicites, y compris réparer le préjudice causé par ces faits (voir résolution ES-11/5 de l'Assemblée générale). Toutes les victimes de l'agression russe méritent justice et réparation.

En ce qui concerne les efforts en cours, nous nous félicitons de la prorogation au-delà du 19 novembre de l'Initiative sur l'exportation de céréales par la mer Noire, appuyée par l'ONU. Cette initiative importante permet de rendre les denrées alimentaires accessibles sur le marché mondial et d'en réguler le prix. Nous continuerons nous aussi à faire notre part. En plus de mettre ses céréales à la disposition de ses partenaires dans le monde entier, la Roumanie continuera à appuyer fermement les mesures visant à faciliter l'exportation des céréales ukrainiennes. Mon gouvernement prend très au sérieux son rôle de facilitateur en ce qui concerne le transit des céréales vers de nombreux pays en développement. Pour assurer la connectivité et diversifier les itinéraires depuis l'Ukraine, la Roumanie a inauguré il y a deux semaines un nouveau point de passage de la frontière. À ce jour, plus de 8,5 millions de tonnes de céréales et d'autres denrées alimentaires ont été exportées via la Roumanie, notamment grâce au concours de l'Union européenne dans le cadre de l'initiative des corridors de solidarité.

En conclusion, il a été dit et répété au Conseil de sécurité et dans les résolutions et déclarations de l'Assemblée générale qu'il n'y a qu'un seul moyen de mettre fin à l'agression. La Russie doit cesser d'employer la force et se retirer du territoire ukrainien, à l'intérieur des frontières internationalement reconnues du pays. C'en est assez !

**Le Président** (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole au représentant de la République de Moldova.

**M. Leucă** (République de Moldova) (*parle en anglais*) : La République de Moldova se joint aux délégations qui ont pris la parole avant elles pour exprimer sa ferme condamnation de la récente attaque massive menée contre les infrastructures civiles et énergétiques ukrainiennes, qui a provoqué de nouvelles destructions et infligé des souffrances supplémentaires à la population. Nous nous félicitons de la déclaration faite par le Président Zelenskyy. Nous remercions la Secrétaire générale adjointe Rosemary DiCarlo de son exposé sur la question.

Depuis plus de neuf mois, l'Ukraine, pays voisin du nôtre, défend sa liberté, sa souveraineté et son intégrité territoriale face à la guerre d'agression non provoquée de la Fédération de Russie, qui est à l'origine des plus grandes crises humanitaire et de réfugiés jamais connues en Europe, de pénuries alimentaires mondiales, d'une récession économique et de l'aggravation de la crise énergétique européenne.

La République de Moldova condamne avec la plus grande fermeté la guerre contre l'Ukraine. Nous sommes pleinement solidaires de l'Ukraine, et réaffirmons notre appui à sa souveraineté et à son intégrité territoriale à l'intérieur de ses frontières internationalement reconnues.

Cette guerre brutale continue de causer des pertes humaines non anticipées et de ravager les infrastructures civiles et énergétiques, aggravant ainsi la situation humanitaire globale. Nous sommes profondément préoccupés par l'immense souffrance humaine, qui se transforme en une vaste tragédie humaine, alors que la guerre continue de ravager l'Ukraine et sa population. La guerre de la Russie en Ukraine fait des victimes et détruit des blocs résidentiels et des infrastructures essentielles, surtout avant l'hiver.

Les répercussions de la guerre contre l'Ukraine se font de plus en plus sentir dans les pays voisins, dont la République de Moldova. L'agression russe contre l'Ukraine a des conséquences bien plus graves pour la sécurité et la stabilité de la République de Moldova.

Les attaques constantes contre les infrastructures énergétiques de l'Ukraine ont à nouveau plongé la République de Moldova dans l'obscurité, après un tel incident survenu le 15 novembre. Plus de la moitié du pays a été privé d'électricité. Il y a eu des coupures de courant massives dans tout le pays. L'approvisionnement en eau a également été touché, en raison des pompes qui ont été mises hors service.

Notre délégation souhaite rappeler aux membres du Conseil de sécurité qu'à la fin octobre, des débris de missiles ont atterri dans le village septentrional de

Naslavcea, situé à la frontière avec l'Ukraine, après que les défenses aériennes de l'Ukraine voisine ont intercepté un barrage de tirs russes. Heureusement, il n'y a pas eu de victimes civiles, mais les fenêtres de plusieurs habitations ont été brisées, semant la terreur au sein de la population locale.

Ces incidents choquants mettent en évidence une chose : la guerre doit cesser immédiatement, conformément aux dispositions de la Charte des Nations Unies et du droit international, afin de prévenir les conséquences humanitaires catastrophiques de la guerre, l'objectif ultime étant de rétablir la paix en Ukraine.

Encore une fois, s'agissant des événements d'aujourd'hui, nous devons signaler que pendant quelques heures, jusqu'à ce que nos équipes techniques traitent les conséquences de la coupure de courant, l'électricité,

l'approvisionnement en eau et les connexions Internet et de téléphonie mobile ont été gravement perturbés et n'étaient pas disponibles en République de Moldova.

Nous renouvelons notre appel pressant à la Russie pour qu'elle cesse immédiatement son agression militaire, retire ses forces militaires du territoire ukrainien souverain, respecte pleinement les obligations qui lui incombent en vertu du droit international, y compris le droit international humanitaire, et respecte les droits humains. La République de Moldova réaffirme son soutien indéfectible à l'indépendance, à la souveraineté et à l'intégrité territoriale de l'Ukraine à l'intérieur de ses frontières internationalement reconnues, tandis que, solidaires, nous restons engagés pour défendre les valeurs communes que sont la liberté et la démocratie.

*La séance est levée à 17 h 35.*